l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LENINISTES DE FRANCE

Nº 363
jeudi 6 novembre 1975

LA MARCHE D'HASSAN II VERTE OU SANGLANTE ?

Une tension intense règne à la frontière du Maroc et du Sahara occidental.

La «marche verte» continue d'être fébrilement préparée par les autorités marocaines en dépit de la désapprobation de l'ONU et des mises en garde espagnole et algérienne.

Hassan II devrait d'ailleurs fixer définitivement sa position lors d'un discours télévisé mercredi soir. Mais, d'ores et déjà, on voit mal comment le monarque marocain pourrait reculer sans faire courir de risque sérieux à son régime réactionnaire. La nécessité de détourner l'attention du peuple des difficultés intérieures n'est pas pour rien dans l'organisation de la grande aventure.

Ce sont des milliers de chômeurs qui ont été réquisitionnés, tous les véhicules de transport marocains sont affectés à la «marche» et certaines régions commencent à souffrir de l'insuffisance d'approvisionnement. Reculer, pour Hassan II qui tient à montrer sa force, ce serait grave. Cela est tellement vrai que l'armée marocaine équipée de pied en cape pour le combat escorte et suit la marche *«pacifique»*, prête à transformer la *«marche verte»* en *«marche sanglante»*. Car le peuple sahraoui et son organisation le Front POLISARIO sont décidés à résister ; en outre l'Algérie est prête à intervenir pour faire respecter les décisions de l'ONU et laisser le peuple du Sahara occidental décider librement de son sort : le rattachement au Maroc, l'indépendance, ou le rattachement à la Mauritanie, au Sud. Comme l'a souligné le ministre algérien des Affaires étrangères, Bouteflika, *«aucun peuple, si petit soit-il par le nombre de sa population, ne mérite d'être mis entre parenthèses par la communauté des nations et aucun pays, aussi puissant soit-il, n'a acquis le droit de fixer les limites de ses frontières selon les conjonctures politiques et selon son bon vouloir.»*

Il n'est de l'intérêt ni du Maroc, ni du peuple sahraoui, ni de l'Algérie qu'une guerre éclate. Par contre les superpuissances qui nourrissent des ambitions sur les ressources naturelles du Sahara occidental, et surtout sur la position stratégique du Maroc en Méditerranée, seraient tout à fait intéressées à un tel conflit. Comme partout quand la maison brûle le travail des pillards se trouve facilité. Voilà pourquoi il est d'un intérêt urgent que les parties concernées par la décolonisation du Sahara occidental règlent le plus tôt possible leur différend par voie de négociations.

AIR FRANCE

Graves violences des CRS contre les grévistes

QUATRE TRAVAILLEURS A L'HOPITAL

Mardi matin, cinq mille travailleurs d'Air France, des aéroports d'Orly et de Roissy, ont manifesté devant le siège de cette compagnie dans le quartier Montparnasse à Paris. D'importantes forces de police ont été dépêchées sur les lieux.

En fin de matinée, plusieurs centaines de travailleurs ont pénétré dans l'immeuble d'Air France, et sont montés au 16e étage, là où se trouve la direction générale de la compagnie accompagnant ainsi une délégation.

Pendant ce temps, à l'extérieur, les manifestants tenaient un meeting en attendant le retour de la délégation. C'est alors que, avec l'arrivée de nouveaux et importants renforts, les CRS sont passés à l'attaque avec une violence inouïe. Ils voulaient expulser les travailleurs qui manifestaient. Puis ils ont pénétré en force dans l'immeuble et ont donné un ultimatum aux grévistes qui se trouvaient dans les étages pour qu'ils évacuent les lieux.

A ces agressions brutales de la police, les travailleurs ont opposé une juste riposte énergique et courageuse.

D'autant plus que suivant des recommandations du gouvernement les CRS ont déchaîné leur violence. C'est ce qui explique sans doute que malgré le caractère relativement court des affrontements, quatre travailleurs aient été blessés au point d'être hospitalisés.

(article p.8)

dans ce numéro:

NOTRE ENQUETE SUR «LA NOUVELLE EXTREME GAUCHE»

MONTPELLIER : LE SOUTIEN POPULAIRE AUX GREVISTES DU FOYER LOU CANTOU

Le 30 octobre au soir, les travailleurs du foyer «Lou Cantou», en grève depuis plus de 6 mois, organisaient un meeting avec l'aide de leur comité de soutien. En témoignent l'enthousiasme et la combativité dont étaient animés les participants, et en premier lieu les grévistes, ce fut un brillant succès.

Cent cinquante travailleurs, syndiqués CGT, CFDT, non syndiqués, avaient répondu à l'appel des travailleurs du foyer. Un très grand nombre d'interventions devaient être prononcées, des motions de l'union locale CFDT de Pézenas, de la section des travailleurs sociaux en formation (écoles d'infirmières, d'assistantes sociales, etc.), des syndicats du bâtiment, de la métallurgie, etc.

Mais l'intervention la plus applaudie, c'est un travailleur, représentant la section CGT de la Source Perrier, qui la prononça. Il souligna que sa section, informée de la lutte la veille seulement du meeting, avait tenu à manifester *«sa solidarité de classe, sa solidarité prolétarienne»* avec les travailleurs du foyer «Lou Cantou». *«Dans toute lutte*, déclara-t-il, *il faut savoir qui sont nos amis et qui sont nos ennemis. Dans le cas du «Cantou», les ennemis sont des patrons prétendus de «gauche», eh bien, vous avez raison de les attaquer et nous soutenons pleinement votre lutte.»*

Enfin, après avoir resitué la grève dans le cadre général de la montée des luttes ouvrières contre le chômage et les licenciements, l'une des grévistes devait en rappeler le déroulement : licenciement d'un éducateur déclenchant la grève illimitée, licenciement de tous les grévistes pour fait de grève, occupation des locaux, expulsion par les flics.

Dans la deuxième partie de son intervention, l'oratrice dénonça tous les ragots que les patrons de «gauche» du foyer ont fait circuler, selon lesquels notamment la lutte au foyer «Lou Cantou» serait une vaste opération politique orchestrée par le Parti communiste marxiste léniniste de France (P.C.M.L.F.). Révélant la vérité sur l'attitude des dirigeants de la CGT vis-à-vis de la lutte au «Cantou», la gréviste devait souligner que cette lutte n'est pas isolée, à preuve celles des travailleurs de l'Epur, des travailleurs de la SICA du sieur Doumeng, membre du comité central du parti de Marchais...

Au cours du débat qui clôturait le meeting, nombre de travailleurs devaient dénoncer l'attitude prise par le bureau du syndicat santé de la CFDT, lequel bureau avait refusé son soutien au meeting, et était passé dans différentes sections pour dissuader les syndiqués de base de participer à ce meeting.

Ouvert par la lecture d'un message de soutien du Comité de parti du Parti communiste marxiste-léniniste de France (P.C.M.L.F.), ce meeting devait se terminer par des appels à l'unité de tous les travailleurs contre tout licenciement et par des appels à renforcer le soutien aux grévistes du foyer «Lou Cantou».

Correspondant HR.

FOYER SONACOTRA A GARGES-LES-GONESSE :

GREVE DES LOYERS JUSQU'A LA VICTOIRE

Les travailleurs immigrés sont particulièrement visés par la crise du capitalisme. Obligés d'immigrer en France, ils sont contraints pour survivre aux travaux les plus rudes et les moins payés, et c'est souvent eux que les patrons licencient en premier.

Leurs conditions de vie dans les foyers sont des plus misérables. Non content de cela, les directions des foyers ont lancé dernièrement une offensive d'augmentation des loyers. Les travailleurs ripostent le plus souvent par le refus de payer les loyers.

Le foyer Sonacotra de Garges fait partie des foyers en grève ; les travailleurs nous racontent leur lutte.

Quelles étaient les conditions de vie des travailleurs de ce foyer avant l'augmentation des loyers ?

Pas de droit aux visites, pas de droit de réunion. Aucune garantie pour le locataire qui peut être expulsé à toute heure. La liberté d'expression n'existe pas non plus. Nous sommes commandés par un directeur ex-militaire (comme dans beaucoup de foyers). La superficie des chambres est de moins de 6 mètres carrés. Les conditions d'hygiène ne sont pas satisfaisantes. Le gérant peut à toute heure entrer dans n'importe quelle chambre.

Comment s'y est pris la direction pour lancer son offensive ?

Sous le prétexte que le coût de la vie augmente, on nous inflige des augmentations, sans améliorer pour autant les conditions de vie. De janvier à septembre 1975, 3 augmentations ont amené le loyer de 210 F à 270 F par mois. Le loyer allait encore augmenter avant décembre.

Comment s'est développée la lutte ?

Suite à la dernière augmentation, les travailleurs déclenchaient spontanément la grève. Par la suite elle fut organisée par quelques-uns avec l'approbation de tous les résidents. Des pétitions ont été signées par tous les résidents, et la majorité étant en faveur de la grève, elle s'est fait connaître. Un comité qui regroupe 2 délégués par étage a été créé à partir duquel on prend les décisions, le comité n'étant que le porte-parole des résidents.

Où en êtes-vous à l'heure actuelle ?

Au début il y a eu des négociations non satisfaisantes, le comité des résidents maintenant sa position, la société trouve inutile de discuter sur des propositions qu'elle trouve impossible de satisfaire.

La grève continue jusqu'à satisfaction totale. Elle est suivie par tous les résidents sans exception et sans distinction de nationalité ni de couleur.

P.S. : Les bonzes du P«C»F de Garges ont quant à eux une drôle de conception du soutien aux travailleurs : la seule chose qu'ils leur ont proposée, c'est... la carte du P«C»F ! Ces marchands de cartes n'ont vraiment rien à voir avec la classe ouvrière.

A PARIS (13è), Grève à l'Association de santé mentale

Le personnel de l'Association de santé mentale, association privée à but non lucratif régie par la convention collective de 1951, est en grève partielle, actuellement 2 jours par semaine, depuis le 23 juillet.

Cette grève touche tout le département adultes ; plus de 300 salariés répartis dans les 2 dispensaires, l'hôpital, l'hôpital de jour, les foyers de postcure, l'atelier thérapeutique et le centre pour débiles. C'est la première fois depuis 1968 que le personnel, face à une direction médicale proche du P«C»F et très paternaliste, se met en grève.

Après 1968, les éléments les plus «gênants» pour l'institution avaient été obligés de donner leur démission par des pressions diverses. La direction a répugné jusqu'à présent à ternir son image de marque par des licenciements) et les 2 sections syndicales avaient périclité.

Pour l'extérieur l'institution du 13e vit sur une réputation de «progressisme» dans ses méthodes de travail et de soins.

Or, à l'intérieur, le personnel ne fait que constater depuis plusieurs années la détérioration constante de ses conditions de travail. Il est de plus en plus désabusé sur la qualité des soins et de l'aide qu'il peut apporter aux malades !

C'est le non-paiement de 6 mois de rappel d'une prime à l'ancienneté accordée au niveau national aux infirmières qui a mis le feu aux poudres et a déclenché la grève à l'unanimité.

Ce n'est pas la première fois que la direction, prétextant des difficultés de trésorerie, tarde à payer des augmentations de salaire. Mais le personnel n'accepte plus de faire toujours les frais des choix budgétaires pris en haut lieu par la direction !

A cette revendication se sont adjointes 2 autres, communes à tout le secteur de la santé : l'intégration de cette prime au salaire, son extension à toutes les catégories professionnelles, et le paiement des 13 heures supplémentaires (soit 8 % du salaire) à tout le personnel – exigence accordée maintenant à tout le secteur de la Santé publique qui remonte à 1968 (où une réduction du temps de travail avait entraîné une réduction de salaire). Et également : les libertés syndicales, l'augmentation des effectifs, la formation pour le personnel non médecin et les possibilités de promotion.

La tactique de la direction en ce qui concerne les revendications de salaire et les augmentations de postes a été de se retrancher derrière le Conseil d'administration et les organismes de tutelle (préfecture et Sécurité sociale) qui décident de l'augmentation du prix de journée.

Sur la pression du personnel, le paiement du rappel est maintenant réglé. Par contre la direction refuse l'intégration au salaire des 250 F et l'extension à toutes les catégories.

Au bout de 3 mois de grève, s'ouvrent cette semaine les ultimes négociations avec la direction. Le personnel est bien déterminé à la faire céder et à radicaliser davantage le mouvement s'il le faut.

Correspondant HR.

Pour information complémentaire ou marque de soutien, écrire au journal qui transmettra.

ÇA BOUGE AUSSI DANS LE BATIMENT

Chez Barbé à Rennes : 2e semaine de grève.

Dans cette entreprise de construction, les 450 ouvriers travaillaient jusqu'à une période récente 47 h 30 par semaine. Le patron voulait soi-disant ramener ces horaires à 45 heures sans perte de salaire.

En fait, son intention était de supprimer les augmentations prévues pour octobre, de façon à compenser ainsi la diminution de 2 h 30 du temps de travail hebdomadaire...

Le 24 octobre, lors d'une réunion avec les délégués du personnel, le patron refusait toutes les revendications des travailleurs. Aussi, le lundi 27 au matin, la quasi-totalité des ouvriers (95 %) décidaient-ils de se mettre en grève.

L'après-midi, en assemblée générale, les revendications étaient précisées : diminution du temps de travail à 45 heures tout de suite sans diminution de salaire avec calendrier pour le retour aux 40 heures ; treizième mois égal pour tous ; augmentation de 50 % de la prime de transport* ; intégration des intérimaires.

A ce jour, comme le dit un délégué CFDT : le patron *«il parlotte, il ne négocie pas»*.

Chez Barbé, c'est la première fois qu'il y a une mobilisation aussi importante. Les travailleurs ont l'habitude de réagir, ils ont fait des grèves en octobre 1973, en février 1975, mais cette fois c'est différent. Ils font des assemblées générales tous les jours. Le 29 ils ont organisé une manifestation importante dans les rues de Rennes. Ils ont occupé le siège de l'entreprise. Ils ont mis en place des piquets de grève volants, des équipes de popularisation sur les chantiers d'autres entreprises, etc.

Vendredi, au cours d'un vote, les travailleurs ont repoussé les propositions ridicules que le patron avançait pour mettre un terme à la grève, et décidé la poursuite.

La section CGT, majoritaire, habituée aux grève de 3 jours sous son contrôle, est cette fois complètement débordée. Elle pousse à la reprise.

Un permanent CGT du bâtiment a décrété que le vote du 31 n'était pas représentatif de tout l'ensemble des travailleurs, car soi-disant ils n'étaient pas tous présents...

En parole, il déclare : *«il faut élargir la grève aux autres boîtes»*, mais dans les actes il fait des pieds et des mains pour l'éviter. Quoiqu'il en soit, les ouvriers, eux, sont décidés à tenir jusqu'au bout !

rédigé par notre correspondant et un militant CFDT de l'entreprise

*question transport : jusqu'à présent ce sont les cars de l'entreprise qui transportaient les gars. Désormais le patron a décidé qu'il en serait autrement, et chacun devra rejoindre les chantiers par ses propres moyens !

A VIENNE DANS L'ISERE

Feu rouge aux licenciements, feu vert à la lutte

Le 25 octobre, les patrons de l'entreprise *Pellet* (chaussure) viennent d'apporter «leur pierre» (la ville de 35 000 habitants compte plus de 1 000 chômeurs *officiels*) en licenciant 40 ouvriers et ouvrières sur 400. Après Pascal Valluit, Denolly... à Vienne on licencie à tour de bras.

Pellet et son fils n'en sont pas à leur premier coup : lock-out en 68, politique systématique de bas salaires, violation des libertés syndicales... Pellet en est à 117 licenciements sur Vienne, le ministre Durafour lui a donné le feu vert.

Or, les chaussures Pellet se vendent bien, les patrons prennent prétexte de la crise pour restructurer l'entreprise (ils l'ont avoué clairement dans le journal local), ce qui veut dire : produire toujours autant mais en payant moins de travailleurs et en imposant des cadences accélérées (c'est ce qui se fait à l'atelier de préparation).

Les travailleurs de chez Pellet s'en rendent compte : depuis lundi 27 octobre, trois minutes pour aller aux toilettes et les chefs vérifient s'il y vont ; une armada de petits chefs braille en permanence pour faire accélérer les cadences ; tentatives d'intimidation...

Les premiers licenciements sont intervenus à un moment où une large unité n'avait pas encore pu être réalisée dans l'usine. Mais cette unité est en train de se construire dans la lutte contre les licenciements et les cadences. La section CFDT de l'usine a commencé à organiser des assemblées générales dans lesquelles les travailleurs décident de débrayer et de freiner les cadences. De plus en plus de travailleurs comprennent que la division ne peut que favoriser les projets du patron et qu'il faut un front de lutte dans l'usine pour répondre coup pour coup.

Dans Vienne, la colère grandit, de nombreux travailleurs réagissent vigoureusement lorsqu'ils apprennent la nouvelle de ces licenciements.

Correspondant H.R.

La lutte des étudiants s'étend à toutes les facultés de médecine

Dans les facultés de médecine de Paris, Lyon, Grenoble, Strasbourg, Brest, Toulouse, Montpellier, Tours, Dijon, Rouen, etc., les étudiants de 4e, 5e et 6e années effectuent depuis la mi-octobre la grève des fonctions hospitalières.

En refusant de faire les gardes de malades – sauf les gardes d'urgence – les étudiants entendent se battre pour une meilleure formation professionnelle et pour une plus juste rémunération.

Ils estiment en effet qu'il n'est pas juste que la partie directement pratique, la partie «au lit du malade» de leur enseignement soit si réduite, que l'encadrement soit si faible et que les étudiants soient utilisés à des tâches administratives. Pas juste non plus que les étudiants de 4e année ne soient pas rémunérés alors qu'ils font le même travail que ceux de 5e et 6e années payés environ 400 F par mois, que les gardes d'urgence de 24 heures soient payées 1 F de l'heure,...

(d'après des correspondances de Dijon et de Rouen)

AU CENTRE HOSPITALIER DE DIJON :

LES PLUS GRANDS DEFENSEURS DE LA LIBERTE... DE LICENCIER

Au centre hospitalier de Dijon, la direction apportait au mois d'août la dernière touche à un plan de licenciement touchant une partie du personnel temporaire. Au sein de la section CGT, des syndiqués de base voulaient, comme un grand nombre d'autres travailleurs, préparer la riposte. Ils étaient décidés à commencer le travail de mobilisation des hospitaliers pour la lutte contre ces licenciements.

Mais ce n'était pas là le point de vue de tout le monde. Et les dirigeants de la section CGT pour leur part devaient montrer avec quel empressement, avec quelle ardeur, ils se placent sur les positions... du patron.

La «riposte» pour eux, ça consistait à «obliger» la direction à justifier ces licenciements. Ça consistait aussi à «exiger» qu'une ASH (agent des services hospitaliers, autrement dit femme de ménage) soit notée non par sa surveillante habituelle mais par une autre, ceci pour voir si les menaces de licenciement qui pesaient sur elle étaient ou non justifiées — ces surveillantes ce sont des petits chefs de service, elles notent les employés temporaires avec les médecins chefs de service, cette note permet ou non la titularisation. Ça consistait enfin à essayer d'envoyer auprès du directeur une délégation composée des responsables de la section et d'un permanent de la Bourse du travail, sans même en aviser les travailleurs.

En outre, ces responsables syndicaux ont tant fait pour défendre les travailleurs qu'un tract, rédigé en août par les syndiqués de base, a été distribué... aux environs du 10 octobre. C'est la Bourse du travail qui bloquait ce tract entre autres, parce qu'il n'était pas signé du secrétaire de section.

Voilà de bien grands défenseurs des travailleurs qui acceptent sans sourciller un ou plusieurs, ou de nombreux licenciements pourvu que les capitalistes se donnent la peine de les «justifier».

Ne nous y méprenons pas, quand ces gars-là se présentent comme les plus grands défenseurs des libertés, ce ne sont pas des libertés pour les travailleurs qu'il s'agit, mais des libertés pour les patrons, et particulièrement ces temps-ci de la liberté pour les patrons de jeter au chômage autant de travailleurs qu'il leur semble bon pour la santé et la prospérité de leurs profits.

Correspondant H.R.

La nouvelle extrême gauche (2)

LE TROTSKYSME, IDEOLOGIE NON PROLETARIENNE

Dès la fin des années 50, le reniement des principes révolutionnaires par le Parti communiste français a provoqué un vide idéologique et politique à l'extrême-gauche. Différents courants de pensée et d'action que l'Histoire avait plus ou moins éliminés à travers ses tempêtes successives, ont alors profité du désarroi grandissant parmi les travailleurs, et plus particulièrement, dans les milieux intellectuels avancés, pour réapparaître et tenter d'occuper la place vacante.

La trahison par les dirigeants du PCF et de la CGT des luttes révolutionnaires de masse du printemps 1968 leur offrit une occasion inespérée de se restructurer en gagnant une certaine audience chez les étudiants et, dans une mesure beaucoup plus restreinte, chez les jeunes ouvriers. Dans son analyse des événements en question notre camarade Jurquet écrivit alors : *« Voilà donc une donnée historique certaine : le révisionnisme moderne est responsable de la réappartion d'une doctrine aussi désuète que l'anarchisme ; il est également responsable de l'exhumation de ce courant opportuniste petit-bourgeois que combattit Lénine avec tant d'acharnement, le trotskysme. »* (*« Le Printemps révolutionnaire de 1968 »* — Éditions Gît-le-cœur — Paris 1968).

Ainsi reprirent vie des formations dont la caractéristique fondamentale réside dans le fait qu'elles n'ont rien de commun avec le socialisme scientifique, quand bien même leurs dirigeants se réclament à cor et à cris du marxisme-léninisme.

Toutefois, d'abord baptisés *« gauchistes »* par les renégats droitiers qui dirigent le PCF, ces courants ont ensuite bénéficié de la publicité intéressée de la grande presse bourgeoise pour être consacrés, à tort, devant l'opinion publique comme représentatifs de *« l'extrême-gauche »*.

Le plus connu de ces courants reste le trostkysme, dont on sait qu'il n'a jamais pu conduire à la moindre victoire révolutionnaire, s'il a, par contre, activement servi, dans des circonstances historiques précises, à travers le monde, l'oppression et la répression antiouvirières, comme la contre-révolution.

LE TROTSKYSME CONTRE LE LÉNINISME

Nous n'allons pas ici ennuyer nos lecteurs en rappelant dans ses détails la lutte constante menée par Lénine contre Trotsky.

Ce dernier s'opposa continuellement aux Bolcheviks jusqu'au moment où, en 1917, il pratiqua *« l'entrisme »* dans leurs rangs, c'est-à-dire adhéra à leur parti pour tenter de détourner à son profit personnel et au profit de la couche bourgeoise à

laquelle il appartenait, le fleuve de la révolution prolétarienne.

Ce fut en 1908, à l'occasion de la sévère lutte dirigée par Lénine contre les partisans d'une autodissolution du parti, que le futur chef de la Révolution d'Octobre dénonça avec mépris en Trotsky un véritable *« petit Judas »*, précisant à son sujet : *« Trotsky s'est conduit comme l'arriviste et le fractionniste le plus infâme... »*

Nous n'allons pas non plus rappeler les différentes élaborations *« théoriques »* de ce Trotsky, dont l'Histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire démontra sans ambigüité le contenu de classe bourgeois et le rôle contre-révolutionnaire. Si les travailleurs et peuples opprimés avaient écouté les bavardages de ce *« prophète »* récusant la construction du socialisme dans un seul pays, ou la nécessité d'une étape démocratique nationale dans les pays dominés, jamais n'auraient été entreprises et n'auraient triomphé de par le monde les révolutions prolétariennes ou de libération nationale anticolonialiste que l'on sait.

C'est pour combattre de l'étranger l'édification du socialisme en URSS sous la direction du Parti communiste soviétique alors dirigé par Staline, qu'à la veille de la Seconde guerre mondiale, en septembre 1938, Trotsky fonda sa propre organisation, la Quatrième Internationale. Avec cette initiative commençait un long processus d'activités néfastes aux prolétariats révolutionnaires de nombreux pays, de divisions, de rivalités, de scissions aboutissant à l'atomisation du trotskysme en de nombreuses chapelles, toutes plus sectaires les unes que les autres, les unes vis-à-vis des autres.

LA TARE CONGÉNITALE DU TROTSKYSME L'EMPECHE DE CONSTRUIRE UN PARTI DE LA CLASSE OUVRIERE

Toutes les chapelles trotskystes proclament leur volonté de construire un nouveau parti *« révolutionnaire »* susceptible de prendre la place de l'ancien Parti communiste français, un parti qui justifierait la qualité *« d'extrême-gauche »* que leur accordent avec empressement les habiles politiciens de la bourgeoisie au pouvoir. Marcellin hier, Poniatowski aujourd'hui ont beaucoup fait pour accréditer cette mystification, ne serait-ce qu'en classant délibérément les candidats trotskystes aux élections présidentielles, législatives et autres, sous la rubrique de *« l'extrême-gauche »*.

Mais, pour fonder et édifier un parti authentiquement prolétarien, il est indispensable de s'appuyer à la fois sur la classe ouvrière et sur son idéologie. Et c'est ici qu'apparait la vanité irréversible des efforts entrepris par les trotskystes, du fait même de la tare originelle de classe bourgeoise de leurs idées et théories. Le trotskysme n'a rien à voir avec le marxisme-léninime, seule doctrine réunissant les principes idéologiques, politiques et organisationnels permettant la construction d'un parti de type nouveau, d'un authentique parti révolutionnaire prolétarien. Pour construire un tel parti, il faut mettre aux postes de commande des militants ouvriers authentiques, liés à leur classe par leur travail et par leur vie, il faut se fonder sur l'idéologie révolutionnaire de la classe ouvrière et non sur les pulsions révolutionnaristes de la petite-bourgeoisie.

(à suivre...
demain : présentation des différentes chapelles trotskystes)

EUROPE DU NORD

L'Islande : un enjeu d'importance

Dans le Nord de l'Europe aussi les deux superpuissances intensifient leur dispute. C'est le cas notamment en Islande. Les Etats-Unis ont établi, dans le Sud-Ouest du pays, une importante base militaire où stationnent en permanence près de 3 000 soldats américains. Les avions US décollant de la base survolent jour et nuit la zone située entre le Groenland, l'Islande et la Norvège, surveillant de très près les activités des avions, des navires et des sous-marins soviétiques. En cas de guerre elle deviendrait un important point d'appui dont les USA se serviraient pour convoyer munitions et renforts à leurs alliés d'Europe occidentale.

De son côté l'URSS a considérablement intensifié, ces dernières années, les mouvements de ses forces navales et aériennes autour de l'Islande. Il s'agit pour elle, toujours dans l'hypothèse d'une guerre, de frayer à sa flotte du Nord un passage vers le Sud, de permettre la jonction de celle-ci avec la flotte de la Baltique et celle de Méditerranée, de couper les liaisons entre les USA et les pays ouest-occidentaux. Sous le prétexte de se ravitailler en combustible et en vivres, les navires soviétiques mouillent souvent dans les ports d'Islande. Il y a peu de temps, une flotte de l'OTAN effectuait une visite en Islande alors qu'un «chalutier» soviétique de 3 000 tonnes jetait l'ancre tout à côté.

L'URSS se livre également à un espionnage à grande échelle. Son ambassade dans ce petit pays comprend plus de 83 personnes. Combien d'espions s'y trouvent déguisés en diplomates ? L'un d'entre eux a déjà été expulsé du pays en 1963. Les garde-côtes islandais ont découvert, ces dernières années, à plusieurs reprises, des stations d'écoute soviétiques à proximité des eaux territoriales islandaises.

De même, l'URSS recrute et forme des forces pro-soviétiques en Islande pour s'infiltrer sur les plans politique, culturel et économique. Elle a enfin le toupet de s'opposer vigoureusement à l'extension par l'Islande de sa zone de pêche à 200 milles marins, allant jusqu'à adresser une note de protestation officielle au gouvernement islandais à ce sujet.

Mais le peuple et le gouvernement islandais en ont plus qu'assez de cette sourde bataille qui se livre sur leur propre sol, pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. L'aspiration à l'indépendance grandit au sein du gouvernement et des diverses couches sociales du pays.

Devant l'Assemblée générale de l'ONU :

LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE RÉAFFIRME SES OBJECTIFS

Farouk Kaddoumi, chef de la délégation de l'OLP a réaffirmé lundi devant l'assemblée générale des Nations unies la volonté indéfectible de la résistance palestinienne de fonder «un État laïc et démocratique dans toute la Palestine... Un État où musulmans, chrétiens et juifs, vivraient dans la fraternité, dans l'égalité, libérés de la peur et de l'angoisse, d'un État ouvert sur le monde». «La seule partrie des Palestiniens», a-t-il poursuivi «est la Palestine et leur seul but est de libérer cette patrie et d'y vivre en paix. Pour cela, le peuple palestinien doit être doté «des moyens objectifs d'exercer son droit légitime à l'autodétermination et à établir un État indépendant sur son sol national».

Prenant à partie le récent «accord de désengagement» sur le Sinaï et la politique de l'impérialisme US au Proche-Orient, il a réaffirmé qu'il ne pourrait y avoir de paix dans cette région du monde «sans justice et pas de justice sans la pleine reconnaissance et la réalisation en définitive, des droits nationaux de notre peuple».

Évoquant une éventuelle réunion de la conférence de Genève sur le Moyen-Orient réclamée par Brejnev, le leader de l'OLP a précisé nettement qu'aucune conférence internationale «ne doit être autorisée à traiter du problème palestinien en l'isolant de l'OLP ou en son absence. Nous dénonçons toute mesure qui ignore la totalité et l'indivisibilité de la question de la Palestine.»

A propos des événements du Liban, il a enfin déclaré : «Les ennemis de notre révolution ont voulu nous détruire en nous entraînant dans un combat... Mais cette pénible expérience a renforcé les liens qui nous unissent au peuple libanais».

SAHARA OCCIDENTAL :

LES SUPERPUISSANCES A L'AFFUT

Derrière les troubles autour du Sahara occidental, il y a, comme nous nous en doutons, les mains sales des deux superpuissances : si l'on regarde une carte de l'Afrique politique, on peut constater qu'il est en train de devenir de plus en plus difficile, pour l'URSS comme pour les USA, d'y établir des bases qui leur serviront de tremplin dans leur rivalité meurtrière. Aussi, comme l'Angola et l'Afrique australe, le Sahara occidental est l'enjeu de leur rivalité : non seulement pour ses richesses, mais également pour sa position stratégique, et enfin pour «saper la domination» ou les plans d'hégémonie de l'autre superpuissance.

Je voudrais modestement vous faire part de quelques constatations personnelles qui permettent d'affirmer une certaine présence soviétique au Maroc.

Au cours d'un séjour de travail que j'ai fait il y a quelques mois au Maroc, j'ai été très étonné de trouver étalés bien en vue dans la grande librairie générale du centre de Casablanca... de nombreux exemplaires des Éditions de Moscou, notamment un ouvrage encensant la politique extérieure de l'URSS. J'ai aussi été étonné de rencontrer en deux jours, deux groupes différents d'une dizaine de «touristes»... soviétiques... en une saison qui n'était pas touristique du tout ! Voilà qui montre leur intérêt pour un secteur jusqu'ici chasse gardée des Américains !

Un lecteur de l'H.R.

LIBAN :
LA VIE RENAIT LENTEMENT

L'accord intervenu le week-end dernier sur «le démantèlement des barricades et le retrait des hommes armés» semble, cette fois-ci, en passe d'être appliqué. Pour la première fois depuis 48 jours Beyrouth a connu deux jours et deux nuits relativement calmes : les routes internationales, notamment celle qui conduit de Beyrouth à Damas, sont réouvertes à la circulation. L'armée a reçu mandat d'intervenir pour hâter le retour à la normale pendant que, sur le plan politique, des représentants de toutes les parties du conflit se réunissent pour discuter du processus à adopter pour rétablir la sécurité et l'unité du pays.

Le premier ministre Rachid Karame a exprimé publiquement sa gratitude à la Syrie «en raison de la sympathie qu'elle manfeste au Liban, de l'assistance qu'elle a fournie au cours de cette épreuve et de ses initiatives qui ont porté leurs fruits.» Il a aussi remercié «les États arabes et amis pour tout l'appui qu'ils ont donné à l'indépendance du Liban, à l'intégrité de son territoire ainsi qu'à son unité nationale».

▼

U.S.A. :
LES COLERES DE FORD

Décidément le monde ne va plus comme le souhaiterait l'impérialisme US. Il est déjà loin le temps où il imposait sa loi sans partage à la majorité des peuples du monde.

Aussi Ford boude, Ford trépigne. Il vient d'annoncer la décision des USA de se retirer de l'Organisation internationale du travail, organisme qui dépend de l'OIT pour protester contre l'admission d'un observateur de l'Organisation de libération de la Palestine.

Dans une lettre au Congrès américain il critique également violemment toute une série de décisions prises par les Nations unies en 1974, qui n'ont pas l'air de lui plaire et qu'il estime dangereuses pour l'avenir de cet organisme.

C'est le cas de :

— L'appel des pays en voie de développement pour «un nouvel ordre économique mondial» ;

— L'invitation adressée à l'OLP qui a obtenu le statut d'observateur de l'ONU ;

— Le traitement «discriminatoire» à l'égard d'Israël ;

— La suspension de l'Afrique du Sud aux travaux de l'assemblée générale.

Toutes ces décisions qui suscitent la colère de Ford réjouissent au contraire les peuples du monde car elles sont autant de victoires de la conscience et de l'unité du tiers monde.

▼

KENYA :
LE K.G.B. SUR LA SELLETTE

Un aveu de taille : c'est celui du porte-parole de l'ambassade soviétique au Kenya qui vient d'admettre publiquement qu'il existait des agents du KGB (service d'espionnage de l'URSS) parmi le personnel de l'ambassade. «Puisque une ambassade représente les souhaits de notre pays et que le KGB existe chez nous, certains fonctionnaires accrédités ici représentent donc le KGB» a-t-il déclaré sans fard !

Il a toutefois ergoté sur les statistiques : à un journal kenyan qui venait d'accuser publiquement «75 % des membres de l'ambassade d'être des agents du KGB» il a répliqué qu'il n'en reconnaissait que 6 sur 30 membres de l'ambassade !

ECONOMIQUE ET SOCIAL

RÉGION RHONE-ALPES

Les élèves infirmiers et infirmières en lutte pour de meilleures conditions d'étude

Les élèves infirmiers se sont réunis les samedi 18 et dimanche 19 octobre à Roanne. Cette réunion fait suite à celles du 12 avril et du 21 juin. Elle regroupait les élèves des 4 écoles de Roanne, Saint-Chamond et Saint-Etienne.

Nous avons rappelé les actions menées jusque là. Les élèves infirmiers de Saint-Chamond et de Saint-Etienne ont raconté leur grève du 15 mai avec manifestation et délégation au directeur de l'hôpital, au préfet pour appuyer l'envoi d'une lettre ouverte au ministre de la Santé. Le ton est donné : nous avons confiance en la force que nous représentons tous unis.

Le principal sujet discuté est notre statut grâce auquel nous voulons faire disparaître les différences entre les écoles et améliorer nos conditions d'étude. Dans ce statut nous demandons — 1) qu'une infirmière soit responsable de notre formation pendant nos stages à l'hôpital, — 2) de recevoir le SMIC mensuel pendant toutes nos études.

Au début ce point n'était pas accepté par l'ensemble, mais les arguments présentés ont fait l'unanimité. «Nous avons plus de 18 ans, nous sommes majeurs, nous ne devons plus être dépendants de nos parents.» — «Nous effectuons un certain travail pendant les stages.»

Ensuite nous avons décidé de mobiliser le maximum d'écoles, seul moyen de nous faire entendre. Nous avons rappelé les grèves des élèves infirmiers, spécialement celles de 1970 qui ont apporté la gratuité des études. Des contacts avaient été établis grâce à l'envoi de notre lettre ouverte à toutes les écoles (région Rouen, Caen, St-Denis, Villefranche, Grenoble, Pau,...). Nous avons décidé d'exploiter ces contacts en leur proposant d'impulser la discussion au niveau de leur école et de leur région. Une réunion nationale est prévue les 13 et 14 décembre à Lyon pour organiser une délégation au ministère et préparer une grève illimitée si nos revendications sont refusées.

Déjà, à Saint-Etienne, nous nous organisons pour informer les nouveaux rentrés. Notre jeune section CFDT y participe activement.

Aidez-nous à étendre le mouvement en écrivant au *Local syndical — Hôpital de Bellevue — 42100 Saint-Etienne.*

METZ

Le foyer de célibataires de Sablon: foyer ou caserne ?

Parmi les luttes de la jeunesse ouvrière, celles qui concernent le logement ont une grande importance et se sont développés notamment dans les foyers; voici à cet égard ce qu'écrivent des militants cheminots de l'Est.

«Au foyer de célibataires du Sablon, les cheminots vivent en liberté surveillée : aucun droit de visite ; aucune distraction, si ce n'est la propagande télévisée et le café du coin ; parqués dans des chambres de 2m sur 3 (de vraies cellules) et interdiction de les personnaliser ; si t'es de nuit, tant pis pour toi : tout le monde debout à 14 h ; en plus le garde-chiourne de service, chargé de faire respecter le règlement intérieur.

Les patrons n'ont jamais rien donné de leur plein gré, mais ils ont toujours dû être contraints par la lutte CLASSE CONTRE CLASSE de tous les ouvriers, syndiqués et non syndiqués, UNIS à la base et dans l'action.

(D'après «L'exploité du rail» bulletin cheminot des communistes (m-l) de Metz)

Dans la collection «Tiers monde en lutte»

«PALESTINE, GUERRE DU PEUPLE»

aux Editions du Centenaire
24, rue Philippe-de-Girard
75010 Paris

Prix : 5,50 F.

AIDE DE 2,2 MILLIARDS DE DOLLARS DES USA A L'ÉTAT SIONISTE

Un programme d'aide économique et militaire à l'étranger vient d'être présenté par Ford devant le congrès, représentant 4 milliards de dollars pour l'année fiscale 1976.

Plus de la moitié iront à Israël ; soit 2,2 milliards de dollars, dont 1,5 pour l'aide militaire.

Une preuve de plus s'il en fallait de la nature parfaitement artificielle de cet État gendarme au Moyen-Orient qui ne peut survivre qu'avec les finances intéressées de la superpuissance américaine.

A propos des achats russes de céréales

DÉCLARATION DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE SOVIÉTIQUE

«L'exportation et l'importation des céréales est un phénomène naturel dans le commerce international. Tout en achetant des céréales l'URSS en fournit à d'autres pays».

Deux phrases et deux mensonges.

Premièrement, il ne s'agit pas d'échange «naturel», simplement parce que la production cette année de céréales de cette superpuissances est de 165 millions de tonnes et que ses besoins s'élèvent à 230 millions de tonnes.

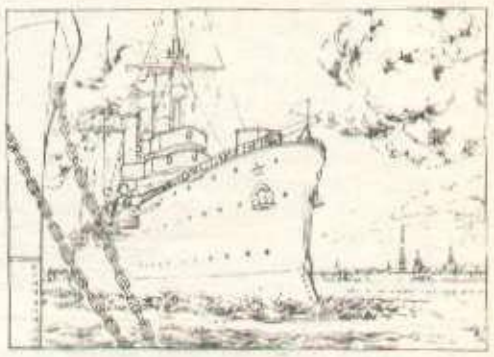
Deuxièmement, quand le ministre dit qu'il «fournit» des céréales à d'autres pays, il omet un petit détail : les céréales vendues aux pays du tiers monde (Inde par exemple) ou aux pays du COMECON, sont achetées en dessous du cours mondial à l'étranger et vendues plus de 20 % au-dessus du cours mondial à ces pays.

C'est là sans doute le phénomène naturel du profit impérialiste...

LENINE EN OCTOBRE 1917

Résumé : Pétrograd est investi par les révolutionnaires. Le 25 octobre 1917 (le 7 novembre), le Congrès des soviets de Pétrograd s'ouvre. Lénine y explique les tâches des soviets.

107) Le soir, Lénine a ordonné en personne à l'armée de la Révolution d'attaquer le dernier rempart des capitalistes de Russie : le Palais d'hiver.



108) Le bâtiment de guerre «Aurora» entre dans la Néva, et selon les ordres du comité de la Révolution, bombarde le Palais d'hiver.

109) Couverts par des canons et des chars blindés, des milliers d'ouvriers, de marins et de soldats armés traversent la place comme une marée, crient «En avant» en se précipitant vers le Palais d'hiver.

110) Les dernières faibles forces de la bourgeoisie ne peuvent empêcher le déroulement de l'histoire. Le courant de la Révolution ne peut s'arrêter, les troupes révolutionnaires, d'une manière impétueuse, surmontent tous les obstacles et détruisent les digues de défense de l'ennemi.

(A suivre)

Les lecteurs ont la parole

Merci à ce camarade africain, lecteur de longue date de notre journal. Ses encouragements, son abonnement pour trois mois, son aide financière nous vont droit au cœur.

Et plus encore, l'esprit internationaliste qui unit le combat des peuples africains contre l'impérialisme et la volonté de domination mondiale des deux superpuissances, à notre combat, à celui de notre peuple, nous est d'un grand soutien et d'un grand réconfort. Voilà pourquoi nous publions presque intégralement cette lettre, qui montre que l'heure est à l'unité des peuples, à l'unité des communistes, au renforcement de leur capacité combative et non l'inverse.

Je suis lecteur de l'Humanité rouge depuis bientôt 4 ans. C'est pour dire que je l'apprécie beaucoup. Depuis l'annonce qu'il allait sortir en quotidien ma joie a été grande. Car il est évident qu'un tel évènement a une portée politique immense. L'expérience de ces 5 mois d'existence du quotidien le prouve assez bien.

Depuis le début j'aurais aimé y contribuer le mieux que je pouvais. Mais hélas, mes moyens matériels sont fort restreints. J'ai essayé de faire connaître le journal des vrais révolutionnaires prolétariens français parmi mes camarades. J'ai réussi partiellement et je continuerai encore.

Je voulais depuis longtemps m'abonner, comprenant l'importance financière et politique d'un tel acte, mais jusqu'à présent mes possibilités financières me limitaient. Mais j'ai fait un petit effort et je m'abonne au journal pour 3 mois, en plus je vous envoie 15 F de souscription.

Originaire du tiers monde, j'apprécie fort votre position correcte et votre solidarité *réelle* – et non de façade comme celle des traîtres Marchais et Cie – vis-à-vis des luttes de nos peuples. Je salue votre lutte révolutionnaire comme étant une pierre précieuse pour sceller la communauté des destins des peuples du tiers monde et de ceux de l'Europe, du grand et glorieux peuple de France en particulier. Le colonialisme et l'impérialisme ont voulu nous séparer, mais la vie et la révolution n'ont fait que nous rapprocher. Le marxisme-léninisme a battu de fond en comble la «muraille de Chine» que les exploiteurs ont voulu dresser entre Blancs et Noirs !

Je sais, camarades, que notre lutte est la vôtre et que vous la suivez attentivement et passionnément. Soyez sûrs qu'il en est de même en ce qui nous concerne, nous les révolutionnaires prolétariens du tiers monde.

Par exemple, le pari de faire paraître «H.R.» quotidien est également le mien, et j'y contribuerai comme je le pourrai. Le processus d'unification des marxistes-léninistes est une source de grande joie. Je salue vos efforts et vous apporte mon soutien le plus ferme et le plus confiant en la victoire.

Le texte du camarade J. Jurquet, nous l'avons trouvé, mes camarades et moi, d'une grande audace. Il a osé, au nom de l'avant-garde, fustiger l'arrogance, l'esprit de satisfaction et le sectarisme outrancier, tous défauts qui handicapaient le développement du Parti communiste marxiste-léniniste *unique* en France ! Bravo, camarades, pour cette offensive qui porte ses fruits déjà contre l'esprit de secte petit-bourgeois. La victoire est certaine.

A ce sujet, je voudrais vous faire une proposition : il serait bon de publier de temps en temps dans l'Humanité rouge l'un ou l'autre article d'un autre journal se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée Mao Tsé-toung, qui correspondrait à votre position : pour montrer l'identité de vues et la convergence entre les marxistes-léninistes français !

Je trouve que le journal s'améliore de plus en plus, il est d'un style plus vivant, moins stéréotypé, donc plus attachant : bonne continuation ! Les efforts pour l'unification sont appréciables : par exemple compte-rendus *loyaux* des manifs unitaires !

Camarades, je m'excuse d'avoir été long, mais je tenais à vous dire ce que pense un révolutionnaire africain, et à vous exprimer mon enthousiasme.

CONNAISSEZ-VOUS

LA CHINE

PEKIN INFORMATION
Hebdo politique
Affaires chinoises et mondiales
1 an – 52 Nos – 21 F

LA CHINE EN CONSTRUCTION
Mensuel illustré en couleur
Information générale
Grands reportages
1 an – 12 Nos – 14 F

Au sommaire du No. 43 de *Pékin Information* :

– plusieurs articles concernant la Longue Marche, dont l'éditorial du Renmin Ribao consacré au 40e anniversaire de la Longue Marche.

– la suite du matériel pour l'étude des citations de Marx, Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat, qui permet de mieux saisir le mouvement concernant la limitation du droit bourgeois en Chine.

– nouvelles internationales et diplomatiques.

Editions du Centenaire
24, rue Philippe-de-Girard
75010 Paris
Tél. : 202-87-05

à ne pas manquer

FR3
tribune libre
lundi 10 novembre
19 h 40 3e chaine

Les Marxistes-Léninistes de l'Humanité rouge s'adressent à vous

DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement «l'Humanité rouge» quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM : . . . . . PRENOM : . . . . .
AGE : . . . . . PROFESSION : . . . . .
ADRESSE : . . . . .
. . . . . .

SIGNATURE :

BULLETIN D'ABONNEMENT
(ECRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITE DU BULLETIN)

NOM : . . . . .
PRENOM : . . . . .
ADRESSE : . . . . .

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	☐ 32 F	☐ 60 F
3 mois	☐ 95 F	☐ 180 F
6 mois	☐ 190 F	☐ 360 F
Soutien	☐ 300 F	☐ 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 – La Source

MALGRE L'INTIMIDATION POLICIERE, LES TRAVAILLEURS CONTINUENT LE COMBAT !

Craignant le développement de la combativité ouvrière qui déjà embrase les quatre coins de la France, le gouvernement envoie systématiquement ses forces de répression.

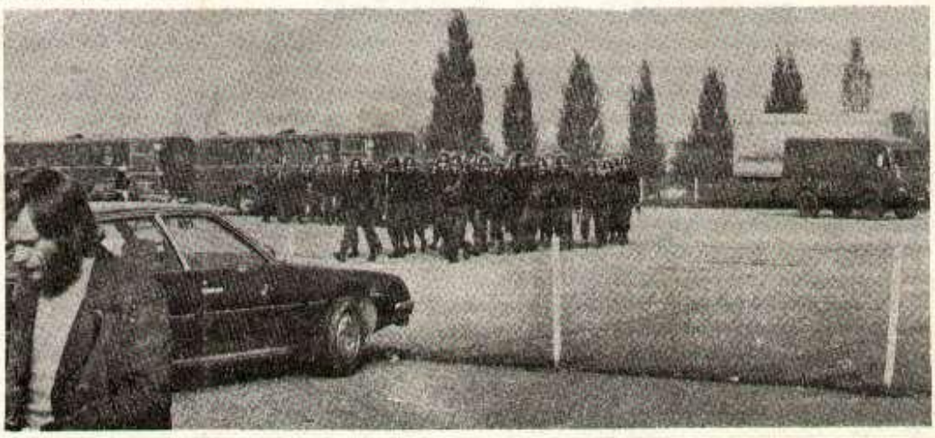
La leçon, il est urgent que les travailleurs la tirent dès maintenant, et sachent se préparer dès le début de leur lutte à riposter par la violence de classe à la violence policière pour faire aboutir coûte que coûte leurs légitimes revendications.

AIR-FRANCE (Orly, Roissy)

C'est ainsi depuis le début. Depuis plus d'un mois qu'ils se battent contre les menaces de licenciement, pour l'augmentation de leurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail, les travailleurs d'Air-France, et principalement le personnel au sol que cette compagnie emploie aux aéroports d'Orly et de Roissy, n'ont reçu pour toute réponse que la répression policière.

Jour après jour, la répression s'est faite plus violente, et c'est avec toujours plus de hargne que CRS et gardes-mobiles, sur ordre du pouvoir, ont attaqué, expulsé, contrôlé, matraqué les grévistes.

En outre, la répression brutale de mardi a provoqué une colère extrême non seulement parmi tous les travailleurs employés par Air-France dans les autres aéroports, mais aussi chez ceux des autres compagnies. C'est ainsi que des travailleurs de la compagnie TWA devaient mercredi matin participer à un meeting à Roissy avec les unions locales CGT et CFDT pour *«protester contre l'intervention des forces de police et contre la répression dans les conflits du travail et notamment à Air-France»*.



Intervention des gardes mobiles contre les grévistes de Rhône-Poulenc qui occupent le pont frontière de Chalampé (Haut-Rhin). Sur notre photo, le débarquement des cars.

RHONE-POULENC A CHALAMPÉ :

La lutte des ouvriers de Rhône-Poulenc à Chalampé, près de Mulhouse, se poursuit avec la participation massive des travailleurs de l'usine (plus de 1 300 grévistes sur 1 500 salariés). Au vingtième jour de la grève, malgré les violences policières, la détermination à obtenir coûte que coûte des augmentations de salaires et l'indemnisation des journées de chômage et de grève est intacte.

Pendant ce temps la direction générale de Rhône-Poulenc qui a, rappelons-le, mis à pied une cinquantaine d'ouvriers à Vitry (banlieue de Paris), vient de poursuivre ses attaques contre les conditions de vie des travailleurs : elle annonce des licenciements massifs dans le textile et aggrave le chômage partiel.

C'est ainsi qu'à La Rochelle, 420 ouvriers du secteur textile viennent d'être mis en chômage technique pour trois jours et leur horaire hebdomadaire va être encore réduit : de 36 heures depuis le 22 septembre, il passera bientôt à 32 heures.

L'argument du patronat, c'est toujours la «récession dans le textile». Mais comme disent les salariés du trust : *«Les travailleurs ne doivent pas faire les frais de la crise !»*.

AGRESSION CARACTERISEE CONTRE LES CHOMEURS

En doublant le «contrôle de la réalité des demandes d'emploi», le gouvernement veut priver les chômeurs de leurs droits minima.

A l'initiative du gouvernement, la direction générale de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) vient de prendre de graves mesures contre les chômeurs, et donc contre l'ensemble de la classe ouvrière contre tous les travailleurs. Dans une note, intitulée *«Contrôle de la réalité des demandes d'emploi»*, adressée à tous les bureaux de l'agence, la direction générale de l'ANPE a décidé d'exclure de la catégorie «chômeurs» tous ceux qui ne répondront pas dans un délai de 20 jours à un questionnaire imprimé qui leur sera envoyé. Le but de ce questionnaire que les chômeurs devront renvoyer à l'ANPE sera de donner des informations sur leur situation présente. Autrement dit, c'est un contrôle qui permettra de savoir s'ils sont toujours au chômage.

Mais ce contrôle n'existe-t-il pas déjà ? Actuellement, les chômeurs ne sont-ils pas tenus, sous peine d'être radiés, de se faire pointer chaque quinzaine ? Alors cette lettre imprimée à laquelle il faudra répondre dans les 20 jours, ce contrôle supplémentaire, à quoi servira-t-il ?

On l'imagine sans peine. Déjà, tout chômeur sait qu'il n'est pas toujours facile de respecter le règlement en matière de pointage. On espère trouver une place, on y va, on met plus de temps que prévu, on est retenu, et on arrive trop tard pour pointer. Ce genre de contrôle en définitive sert à éliminer de nombreux chômeurs des listes de l'ANPE, non parce qu'ils ont retrouvé un emploi mais parce que, pour une raison quelconque que l'ANPE ne veut pas connaître, ils n'ont pu se présenter à temps. On conçoit que le contrôle exercé par le questionnaire sera encore plus efficace à cet égard. On l'oubliera dans un coin, nos frères immigrés qui ne savent pas lire et écrire le français ne pourront y répondre, etc. Le nombre de chômeurs qui ne seront plus considérés tels va être très grand.

Or c'est là une mesure très grave pour les travailleurs. En effet tout chômeur qui est radié des listes de l'ANPE ne se voit plus proposer d'offres d'emplois, ne bénéficie plus des indemnités de chômage et des allocations familiales et n'est plus pris en charge par la Sécurité sociale. Et cela sera le sort de ceux qui ne répondront pas au questionnaire comme c'est aujourd'hui le sort de ceux qui ne se présentent pas en temps et en heure au bureau de pointage.

Outre l'économie réalisée par la bourgeoisie sur le dos des chômeurs, cette mesure, dont tout indique qu'elle a été décidée par le premier ministre lui-même, vise à diminuer artificiellement les données des statistiques officielles sur le nombre des chômeurs. En octobre, ces «chômeurs officiels» auraient dépassé le cap du million – l'on sait qu'en réalité, leur nombre est beaucoup plus grand. Elle vise aussi à faire croire qu'il y a de vrais chômeurs et de faux chômeurs, des «chômeurs professionnels», les seuls vrais chômeurs étant ceux qui sont sur les listes de l'ANPE...

NICE : ATTENTAT RACISTE CONTRE LE CONSULAT D'ALGÉRIE

Un attentat a été commis mardi à 4 h 30 au consulat d'Algérie, avenue du mont Rabeau à Nice.

Une charge explosive dont on ignore encore la nature a été déposée sur le rebord de la fenêtre et a provoqué de très importants dégâts matériels. La fenêtre a été détruite et plusieurs murs et plafonds sont lézardés.

Des témoins ont aperçu un groupe de trois hommes qui évoluaient aux abords du consulat au cours de la nuit.

Les précédentes «enquêtes» sur les attentats contre des consultats algériens, notamment celui qui mutila un jeune algérien de quinze ans à Marseille, n'ont toujours rien donné. C'est pourquoi il y a tout lieu d'être sceptique quant aux résultats de l'enquête en cours. Surtout qu'à Nice la police est encore plus raciste qu'ailleurs.

Le premier ministre yougoslave : PRÉSERVER L'INDÉPENDANCE

Mardi, le premier ministre yougoslave, Dzemal Bijedic devait souligner avec force que la situation en Europe du Sud et en Méditerranée, *«où se heurtent des intérêts contradistoires»*, oblige la Yougoslavie à poursuivre en 1976 le renforcement de ses forces armées. D une façon générale, a-t-il poursuivi, la Yougoslavie doit être *«toujours prête à s'opposer à toute agression contre une liberté et une indépendance chèrement acquises»*, à un moment où *«une politique de positions de force, de pression et d'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays continue, particulièrement à l'encontre des pays non alignés.»*

Directrice de publication : Suzanne Marty CPPP : No 47291 Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 4e trimestre 1975